

GENERAL MOTORS

Pourquoi est-ce toujours aux salariés de sacrifier une partie de leur salaire et nombre de leurs acquis, pour conserver leur emploi ?

Bosch, Goodyear, Continental, Hewlett Packard : le chantage déployé à General Motors a un air de déjà vu !

Dans la quasi-totalité de ces entreprises, la direction avait promis le maintien de l'emploi contre des sacrifices des salariés. Mais peut-on citer une entreprise où les promesses ont été tenues ?

GM a posé ses conditions pour le maintien du site : gel des salaires en 2010 et 2011, suppression de l'intéressement jusqu'en 2013, perte de 6 jours de RTT.
Selon la direction de GM Strasbourg, c'est à ce prix que le site peut espérer demeurer compétitif. Mais au final, il n'y a pas de garantie de maintien du site à Strasbourg au-delà de 2013/2014 !

Pour sauver GM de la liquidation, après la bulle spéculative, l'Etat américain a apporté des fonds et détient à présent 60% du capital.
GM s'est refait une forme sur le dos de l'argent public. A présent la spéculation peut reprendre !

GM exige des sacrifices de ses salariés strasbourgeois.
Et il offre 24 % de surprime aux actionnaires d'une société financière texane, soit 545 millions d'euros.
Lorsqu'il s'agit des actionnaires et salariés, il y a vraiment deux poids, deux mesures !

D'après de nombreux experts, l'usine strasbourgeoise, du fait de la qualification de sa main d'œuvre, paraît avoir le plus d'atouts pour accueillir le projet de production de boîtes automatiques.
GM a donc moins le choix du lieu de production que ses représentants voulaient bien l'admettre.
Le chantage mexicain apparaît pour ce qu'il est : d'une part l'occasion de revenir sur les mesures salariales concédées à la suite de la grève de 2007 et, d'autre part, le moyen d'accroître à bon compte la rentabilité du projet en réduisant les salaires.

Peut-on faire autrement ?

Aujourd'hui, les grandes entreprises, en France et dans le monde, font des profits colossaux. Elles spéculent et mettent en danger l'emploi des salariés et

- **Il est urgent d'interdire purement et simplement les licenciements** et les suppressions d'emploi, dans les entreprises qui dans le même temps distribuent des dividendes à leurs actionnaires.

En mai 2010, les députés communistes et républicains ont déposé, un projet de loi visant à interdire les licenciements dès lors qu'une entreprise verse des dividendes à ses actionnaires.

- **Il est urgent de préserver et développer la qualité de la main d'œuvre, la formation, les capacités d'innovation de notre industrie** : ce sont ses atouts.
- **Il est urgent que les salaires et conditions sociales soient améliorés.**
- **Il est urgent de créer un pôle financier public** constitué de banques et sociétés d'assurances nationalisées.

Un pôle financier public chargé de développer une grande mission de service public du crédit, au service de l'emploi, de la formation, de l'innovation...

Le PCF se prononce pour une autre politique industrielle.



Après avoir été sauvé par l'état américain (donc par l'argent du peuple), GM n'a qu'une idée en tête : spéculer en bourse !

Ce qui intéresse GM c'est que l'Etat américain, ramène de 61% à moins de 50% sa participation au capital de l'entreprise : après avoir échappé au dépôt de bilan grâce à l'aide publique, GM veut pouvoir spéculer plus librement en bourse. Le constructeur américain devrait revenir sur les marchés boursiers à la fin de l'année.

Pour Ed Whitacre, directeur du constructeur, les résultats du deuxième trimestre sont bons. **Le groupe devrait annoncer des bénéfices** malgré la lenteur de la reprise de l'économie américaine. D'après lui, ces résultats trimestriels seront accueillis favorablement par les investisseurs et les créanciers bancaires du groupe. « Ce sera bon. Ce sera impressionnant », promet-il.

Démocratie et nouveaux droits à l'entreprise

Le référendum organisé en juillet à GM, « référendum de la peur » selon un salarié d'une autre entreprise confronté au même dilemme, il y a deux ans, a réduit la démocratie à un choix imposé.

La démocratie dans les entreprises doit permettre des choix alternatifs. C'est en amont que les propositions des salariés doivent être prises en considération. Ils doivent avoir un droit d'intervention dans l'ensemble des choix de l'entreprise (économiques, sociaux...).

Le PCF se prononce clairement pour le respect du code du travail français, pour le développement de nouveaux droits des salariés dans l'entreprise.

Les salariés ne sont pas des variables d'ajustement pour le capital, mais des hommes et femmes libres et efficaces, parce que, justement, ils sont citoyens.

Solidarité et unité

Si le maintien de l'activité de la GM concerne les salariés, elle concerne également tous les strasbourgeois, les alsaciens.

Le PCF appelle la population à être vigilante et solidaire des salariés de la GM pour le maintien de l'activité industrielle sur le site, avec des conditions de travail dignes !

Comme partout ailleurs, c'est dans l'unité que les salariés dont les intérêts sont convergents (ouvriers, cadres, techniciens, employés), verront triompher leur revendications sans se laisser diviser par la direction.

**L'efficacité économique,
c'est le maintien du site,
de hauts niveaux de formation et de salaire.**

**La solidarité, l'unité de tous les travailleurs et la
démocratie dans l'entreprise seront des atouts décisifs.**



Lu sur le site de GM dédié aux salariés

« Aujourd'hui, les gens s'attendent à avoir une vie à l'extérieur du bureau. Cela signifie avoir plus de temps et d'énergie pour la famille en plus de son temps personnel. (...) Cela signifie aussi avoir de la flexibilité pour s'occuper d'un enfant malade. A GM, nous pensons que la réalisation d'un équilibre entre vie privée et travail rend les gens plus engagés et productifs et cela permet à GM d'avoir un avantage en terme de compétitivité. En réalité, ces arrangements alternatifs de travail peuvent faire de GM une société plus productive et innovante. »

Chiche ?



Dans un communiqué du 26 juillet 2010, la fédération du Bas-Rhin du Parti Communiste Français s'est dite préoccupée par la situation de GM Strasbourg et a manifesté sa solidarité envers les salariés.

On peut y lire notamment :

« Ce référendum est une réelle mascarade réduisant la démocratie à un choix imposé. Or la démocratie dans les entreprises doit permettre des choix alternatifs. C'est en amont que les propositions des salariés doivent être prises en considération.

Tout en respectant le choix des salariés qui ont cru à une proposition de sauvetage de leur emploi, nous condamnons fermement la direction de GM qui les y a incités ainsi que l'ensemble des acteurs politiques et économiques de la région qui les y a encouragés.

Nous dénonçons par cette occasion les intimidations musclées dont les délégués CGT ont fait l'objet.

Nous saluons le travail d'explication portée par la CGT ainsi que la volonté exprimée par ceux qui ont voté non aux propositions de la direction, pour garder les emplois sur le site de Strasbourg, sans condition de recul social. »



Rendez-vous des luttes à la Fête de l'Humanité !

Pour tout contact :

Fédération du Bas-Rhin du Parti Communiste Français

18 rue de la Division Leclerc 67000 – Strasbourg - Tél : 09 77 31 13 44

Courriel : PCF.Fede-67@wanadoo.fr - Site : <http://www.pcf-bas-rhin.com/>

Nom-prénom :

Adresse :

Courriel :